

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 45.550/2
DU 22 DÉCEMBRE 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et par le Secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au Premier Ministre, le 27 novembre 2008, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, et le Code des sociétés", a donné l'avis suivant :

Observation préalable

Au moment où le présent avis est donné, le Premier ministre a présenté la démission du Gouvernement au Roi, qui tient en suspens sa décision relative à l'acceptation de cette démission. En conséquence, le présent avis est donné sans qu'il soit examiné si, dans ces circonstances, le Gouvernement est à même d'exercer ses compétences en tant qu'elles impliquent la poursuite de la procédure. La section de législation n'a en effet pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération en l'espèce.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Formalité préalable

Interrogé sur la question de savoir si la Banque centrale européenne avait été consultée sur le texte en projet en application de la décision 98/415/CE du Conseil, du 29 juin 1998, relative à la consultation de la Banque centrale européenne par les autorités nationales au sujet de projets de réglementation, le délégué du Ministre a répondu comme suit :

"La Décision du Conseil du 29 juin 1998, relative à la consultation de la Banque centrale européenne par les autorités nationales au sujet de projets de réglementation, exclut de la notion «projets de réglementation», en son article 1.2, les projets relatifs à des dispositions dont l'objet exclusif est la transposition de directives communautaires dans le droit des États membres. Étant donné que

.../...

l'avant-projet de loi tend à la transposition des directives 2005/60 et 2006/70 (voir l'article 1), nous sommes d'avis que la BCE ne doit pas être consultée.

En ce qui concerne l'article 11 de l'avant-projet (futur article 21 de la loi du 11 janvier 1993), lequel ne modifie pas le principe de l'interdiction des paiements en espèces de 15.000 euros ou plus, nous vous prions de trouver en annexe, à titre d'information, l'avis donné par la BCE le 25 novembre 2003. Cet avis ne formule aucune objection en ce qui concerne l'article correspondant du projet de loi qui est devenu la loi du 12 janvier 2004, à savoir l'article 10^{ter}."

Cette justification ne peut être retenue, le texte en projet n'ayant pas pour objet exclusif la transposition de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (ci-après dénommée la "directive 2005/60/CE") et de la directive 2006/70/CE de la Commission du 1^{er} août 2006 portant mesures de mise en oeuvre de la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil pour ce qui concerne la définition des "personnes politiquement exposées" et les conditions techniques de l'application d'obligations simplifiées de vigilance à l'égard de la clientèle ainsi que de l'exemption au motif d'une activité financière exercée à titre occasionnel ou à une échelle très limitée (ci-après dénommée la "directive 2006/70/CE").

En effet, la loi projetée, outre ce qu'impose strictement la transposition de ces directives :

- renforce sur certains points les contrôles imposés par la directive 2005/60/CE (par exemple, l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, a) en projet, et l'article 9 en projet, imposent des contrôles à partir de montants inférieurs à ceux fixés, respectivement, par les articles 7, b) et 10, de la directive 2005/60/CE);
- met en oeuvre, sur certains points, des recommandations du Groupe d'action financière (G.A.F.I.) ne figurant pas dans les deux directives précitées ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Par exemple, à l'article 12, § 3, alinéa 6, 1/, en projet (article 8 de l'avant-projet), est prévue l'obligation de contrôler non seulement si le client est une personne politiquement exposée (contrôle exigé par la directive 2005/60/CE) mais aussi si le bénéficiaire effectif du client est une telle personne.

L'avant-projet doit dès lors être soumis à l'avis de la Banque centrale européenne, le cas échéant selon la procédure d'extrême urgence prévue à l'article 3, paragraphe 2, de la décision 98/415/CE, précitée, avant que l'avant-projet de loi puisse être adopté.

Observations générales

1. De la transposition des directives 2005/60/CE et 2006/70/CE

Le commentaire de certains articles mentionne quelles sont, parmi les dispositions de l'avant-projet de loi, celles qui tendent à transposer les directives 2005/60/CE et 2006/70/CE et quelles sont les dispositions de ces directives qui sont transposées par les dispositions de l'avant-projet de loi.

Il convient en plus d'annexer au projet de loi soumis aux Chambres législatives, deux tableaux de correspondance :

- le premier mentionnant, au regard des différentes dispositions des directives précitées :
 - 1/) les dispositions en projet qui en assurent la transposition;
 - 2/) les dispositions de droit interne déjà existantes qui en assurent la transposition, notamment dans la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (ci-après dénommée "la loi du 11 janvier 1993"), telle qu'elle est aujourd'hui en vigueur;
 - 3/) celles des dispositions de la directive qui seront ultérieurement transposées par la voie réglementaire en vertu d'une habilitation conférée au Roi par l'avant-projet de loi, notamment par l'article 36 en projet de la loi du 11 janvier 1993 (article 29 de l'avant-projet), ou par une disposition législative existante;

.../...

- 4/) les dispositions facultatives de la directive qui n'ont pas fait l'objet d'une transposition en droit interne;
- le second donnant la correspondance entre les dispositions de l'avant-projet de loi et celles des directives.

De tels tableaux de correspondance sont en effet indispensables afin que les Chambres législatives puissent se prononcer en connaissance de cause sur le choix des moyens que le Gouvernement leur propose de mettre en oeuvre et afin d'éviter que l'exercice du droit d'amendement prévu par l'article 76 de la Constitution excède les limites du pouvoir d'appréciation que le droit européen reconnait aux États membres.

Ces tableaux de transposition doivent mentionner non seulement les dispositions de la loi du 11 janvier 1993 dans la version qui résulterait de l'adoption de l'avant-projet mais aussi dans sa version actuelle, compte tenu toutefois de l'observation générale n° 2.

Pareils tableaux, mais incomplets au regard de la recommandation qui précède et comportant, par ailleurs, certaines erreurs ⁽²⁾, ont été communiqués au Conseil d'État à la demande expresse de l'auditeur-rapporteur.

Il eût été, toutefois, souhaitable que ces tableaux eussent été communiqués à la section de législation du Conseil d'État dans le dossier annexé à la lettre de saisine ⁽³⁾.

⁽²⁾ Ainsi, à titre d'exemple, dans le tableau de correspondance, outre les dispositions du droit belge et celles des directives transposées, il y a lieu d'observer au regard de l'article 8 de l'avant-projet que l'article 13, paragraphe 2 de la directive 2005/60/CE est transposée par l'article 12, § 2, de la loi du 11 janvier 1993 et non par l'article 12, § 1^{er}, comme indiqué dans le tableau de correspondance.

⁽³⁾ Voir le rapport annuel du Conseil d'État pour l'année 2005-2006, spéc. n° 15 à 17 (www.raadvst-consetat.be/?page=about_annualreports&lang=fr, 21 décembre 2008); Voir également *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandations n° 191 à 191.2 www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr (22/12/2008).

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est enfin attirée sur le fait qu'en toute hypothèse l'article 45, paragraphe 1, alinéa 1^{er}, seconde phrase, de la directive 2005/60/CE oblige les États à "communiquer[r] immédiatement à la Commission [...] un tableau de concordance entre [l]es dispositions [législatives nécessaires pour se conformer à la directive] et [celle-ci]; l'article 5, paragraphe 1, alinéa 1^{er}, seconde phrase, de la directive 2006/70/CE contient une disposition identique.

C'est sous cette réserve que les observations suivantes sont formulées.

2. Du passage du texte de la loi du 11 janvier 1993 à celui de la nouvelle loi

L'avant-projet procède à une nouvelle numérotation de la plupart des dispositions de la loi du 11 janvier 1993 et modifie certaines d'entre elles.

L'exposé des motifs devrait être complété par un tableau triparti mentionnant la correspondance entre les dispositions de la loi du 11 janvier 1993 dans sa version actuelle et ces dispositions de la même loi dans la version résultant des modifications apportées par l'avant-projet à l'examen, en mentionnant également les dispositions de l'avant-projet qui procèdent à ces modifications.

Pareil tableau de correspondance est annoncé dans l'avant dernier alinéa de l'exposé des motifs.

À l'exposé des motifs devrait également être joint le texte coordonné de la loi du 11 janvier 1993, tel qu'il résulterait de l'adoption de l'avant-projet, qui aurait dû, en outre, être annexé à la lettre de saisine de la section de législation du Conseil d'État, pour les mêmes motifs que ceux exprimés dans l'observation générale n/ 1 ⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Pareille coordination officieuse doit en toute hypothèse être jointe au projet de loi déposé à la Chambre des représentants ainsi que le prévoit l'article 74, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6/, du Règlement de la Chambre.

3. Du secret professionnel des avocats

La Cour de justice des Communautés européennes, dans l'arrêt C-305/05 du 26 juin 2007, puis la Cour constitutionnelle dans les arrêts n/ 10/2008 du 23 janvier 2008 et n/ 102/2008 du 10 juillet 2008 ⁽⁵⁾, se sont prononcées sur la compatibilité des dispositions de la directive 2005/60/CE et de la loi du 11 janvier 1993, telle que modifiée par la loi du 12 janvier 2004, avec la garantie des droits fondamentaux et plus particulièrement du secret professionnel des avocats. Un résumé de ces arrêts figure dans l'exposé des motifs accompagnant l'avant-projet de loi, sous le point II, A, 2. "Modifications visant à prendre en considération le secret professionnel des avocats, des notaires, des réviseurs d'entreprises, des experts-comptables et des conseils fiscaux".

Les dispositions suivantes de l'avant-projet ont trait au problème du secret professionnel des avocats :

- article 4 de l'avant-projet (article 3, 5/, en projet, voir article 2, paragraphe 1, 3), b), de la directive 2005/60/CE) : cette disposition, qui correspond à l'actuel article 2^{ter} de la loi du 11 janvier 1993, définit les prestations pour lesquelles les avocats peuvent être soumis aux dispositions de la loi précitée; il ressort de l'arrêt de la Cour constitutionnelle n/ 10/2008 du 23 janvier 2008 que cette définition est admissible pour autant que les termes de celle-ci soient interprétés comme il est précisé dans le dispositif de cet arrêt de la Cour constitutionnelle (voir ci-après, deuxième tiret);
- article 8 de l'avant-projet (article 7, § 5, en projet, voir article 9, paragraphe 5, alinéa 2, de la directive 2005/60/CE) : cette disposition, qui correspond à l'actuel article 14^{bis}, § 3, alinéa 2, de la loi du 11 janvier 1993, a trait à l'obligation d'identification du client; elle est conforme à l'exigence formulée au point 2, a), du dispositif de l'arrêt de la Cour constitutionnelle n/ 10/2008 du 23 janvier 2008;
- article 8 de l'avant-projet (article 8, § 5, en projet) : cette disposition, qui concerne l'obligation d'identification des bénéficiaires effectifs des opérations visées par la loi, appelle la même observation;

⁽⁵⁾ Voir aussi C.E. (France), 10 avril 2008, n/° 296.845 et 296.907.

- article 8 de l'avant-projet (article 11, § 1^{er}, 3/, deuxième phrase, en projet) : cette disposition, qui transpose l'article 11, paragraphe 2, b), de la directive 2005/60/CE, tient compte de la jurisprudence de la Cour constitutionnelle rappelée au deuxième tiret ci-dessus;
- article 17, 2/ et 6/, de l'avant-projet (article 26, § 1^{er}, alinéa 2 et § 3, alinéa 2, en projet) et article 25 de l'avant-projet (article 33, alinéa 2, *in fine*, en projet) : ces dispositions visent à tenir compte du vingtième considérant de la directive 2005/60/CE; elles n'appellent pas de critique;
- par ailleurs, l'article 21 de l'avant-projet ne contient pas, pour les avocats, de disposition analogue à l'article 18, alinéa 2, de la loi du 11 janvier 1993, tel que modifié par l'article 30, 2/, de la loi du 12 janvier 2004, précitée; cette disposition permet aux employés des personnes soumises à l'application de la loi de procéder à la transmission des informations prescrites par la loi; dans l'arrêt n/ 10/2008 du 23 janvier 2008, la Cour constitutionnelle a considéré que cette possibilité était contraire au secret professionnel des avocats en ce qu'elle vise les employés de ceux-ci et a par conséquent annulé les mots "et 2^{ter}" figurant dans la disposition précitée; l'avant-projet de loi se conforme à cette jurisprudence puisque l'article 29, alinéa 2 en projet (article 21 de l'avant-projet) ne prévoit pas que les employés des personnes visées à l'article 3 de la loi du 11 janvier 1993, peuvent transmettre des informations à la Cellule de traitement des informations financières.

Sous l'angle du secret professionnel des avocats, l'avant-projet, en soi, n'appelle dès lors pas de critique.

Il conviendrait toutefois que l'exposé des motifs assure de manière plus nette que dans sa version figurant au dossier que, sur cette question, l'avant-projet doit se lire à la lumière des arrêts précités ⁽⁶⁾.

⁽⁶⁾ Ceci vaut y compris pour les textes inchangés qui doivent être interprétés aussi à la lumière de ces importants arrêts.

4. De l'avis de la Commission de la protection de la vie privée

Outre les indications qu'il contient déjà sur ce point, l'exposé des motifs devrait être complété pour mieux faire état de la mesure dans laquelle il a été tenu compte des observations formulées par la Commission de la protection de la vie privée dans son avis n° 16/2008 du 9 avril 2008 sur l'avant-projet qui lui a été soumis et des motifs pour lesquels certaines de ces observations n'ont pas été suivies.

Afin d'assurer l'information complète des parlementaires, l'avis de la Commission devrait, par ailleurs, être déposé en même temps que le projet.

Observations générales de légistique

L'avant-projet appelle de nombreuses observations de légistique en raison notamment du procédé, retenu par l'auteur de l'avant-projet, à savoir l'adoption d'une loi modificative plutôt que l'abrogation de la loi du 11 janvier 1993, et le remplacement de celle-ci par une loi entièrement nouvelle.

Les principales observations de légistique qu'appelle l'avant-projet sont les suivantes.

1. La phrase liminaire d'une disposition modificative doit mentionner toutes les modifications encore en vigueur que l'article modifié a subies ⁽⁷⁾. Il apparaît dès l'abord que l'avant-projet comporte à cet égard des lacunes. Par exemple, à la phrase liminaire de l'article 3 de l'avant-projet (article 2 en projet), il manque la mention de l'arrêté royal du 25 février 2007 portant adaptation de la liste des organismes soumis à la loi du 11 janvier 1993 et modifiant l'arrêté royal du 11 juin 1993 relatif à la composition, à l'organisation, au fonctionnement et à l'indépendance de la cellule de traitement des informations financières ⁽⁸⁾. À la phrase liminaire de l'article 4 de l'avant-projet (article 3 en projet), il manque la mention de l'arrêté royal du 21 avril 2007 portant transposition

⁽⁷⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandations n° 113 et suivants [www.raadvst-consetat.be/?page=technique législative&lang=fr](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique+legislative&lang=fr) (22/12/2008).

⁽⁸⁾ Voir l'article 1^{er} de cet arrêté royal.

de dispositions de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 concernant les contrôles légaux des comptes annuels et des comptes consolidés, modifiant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil et abrogeant la directive 84/253/CEE du Conseil ⁽⁹⁾. L'auteur de l'avant-projet vérifiera les phrases liminaires de toutes les dispositions modificatives que comporte l'avant-projet de manière à se conformer, dans chaque cas, aux prescriptions formulées à cet égard dans le Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires.

2. Lorsqu'une disposition subit plusieurs modifications, il convient de procéder à une énumération de celles-ci selon les modalités figurant dans le Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires ⁽¹⁰⁾. Ce procédé permet d'identifier avec précision chaque modification apportée à un article. La formule "entendu que (...) et que ...", utilisée dans plusieurs dispositions de l'avant-projet ⁽¹¹⁾ pour indiquer qu'une disposition subit plusieurs modifications, est en tout cas à proscrire.

3. De nombreuses dispositions de l'avant-projet débutent par les mots "sans préjudice de ...". Il est généralement conseillé de remplacer ces mots par les mots "sous réserve de l'application de ...", pour autant que cette expression corresponde à l'intention de l'auteur de l'avant-projet ⁽¹²⁾.

⁽⁹⁾ Voir l'article 103, § 2, de cet arrêté royal.

⁽¹⁰⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, formules F 4-2-9-1 et F 4-2-9-2 [www.raadvst-consetat.be/?page=technique legislative&lang=fr](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr) (22/12/2008).

⁽¹¹⁾ Voir par exemple la phrase liminaire de l'article 4 de l'avant-projet, celle de l'article 7 de l'avant-projet, l'article 7, 2/ et 3/ de l'avant-projet, ...

⁽¹²⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n° 3.2 [www.raadvst-consetat.be/?page=technique legislative&lang=fr](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr) (22/12/2008).

4. Au lieu d'écrire "EUR", il convient d'écrire "euro", mot qui commence par une minuscule et qui s'accorde en français lorsqu'il est utilisé au pluriel ⁽¹³⁾.

5. Un article ne doit pas être divisé en paragraphes si chaque paragraphe ne contient qu'un seul alinéa. Cette observation vaut notamment pour l'article 39 de l'avant-projet (article 43 en projet).

Observations particulières

Dispositif

Articles 1^{er} et 2 de l'avant-projet

Comme l'article 2 de l'avant-projet tend opportunément à modifier l'article 1^{er} de la loi du 11 janvier 1993 pour y mentionner, conformément à l'article 45, paragraphe 1, alinéa 2, de la directive 2005/60/CE et à l'article 5, paragraphe 1, alinéa 2, de la directive 2006/70/CE, que cette loi, telle que sa modification est envisagée par l'avant-projet, tend à "appliquer" ⁽¹⁴⁾ ces directives, il n'est pas nécessaire de prévoir un article 1^{er}, qui a le même objet, dans l'avant-projet.

L'article 1^{er} sera limité à la seule mention que la loi règle la matière visée à l'article 78 de la Constitution.

⁽¹³⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 6.4 www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr (22/12/2008).

⁽¹⁴⁾ Le mot "transpose" remplacerait avantageusement le mot "applique" figurant dans le texte actuel de l'article 1^{er} de la loi du 11 janvier 1993.

Article 3 de l'avant-projet
(article 2 en projet)

L'article 2, § 2, en projet, renvoie à certains points de l'annexe à la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mars 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice.

Pareil procédé n'est pas admissible. La directive n'ayant en principe pas d'effet direct en droit interne, seules les dispositions nationales qui en assurent la transposition lient le destinataire de la règle envisagée au niveau européen. Les dispositions nationales qui y renvoient, tel l'article 2, § 2, en projet doivent donc se référer aux dispositions nationales concernées.

Article 7 de l'avant-projet
(article 3 en projet)

La définition des termes "financement du terrorisme", contenue au 1/ (article 5, § 2, en projet), doit être complétée, dans la version française de l'avant-projet, par les mots "pour la commission d'un ou plusieurs actes terroristes" ⁽¹⁵⁾.

Article 8 de l'avant-projet
(article 7 en projet)

1. Une loi ne pouvant interpréter un règlement communautaire, il y a lieu d'insérer, au début du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots "Pour l'application du 2/, b), ne constitue pas ...".

⁽¹⁵⁾ Ces mots figurent d'ailleurs dans la codification officieuse de la loi transmise par le délégué du ministre.

2. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, de la version française du texte, est utilisé le terme "trust", alors que l'article 4 de l'avant-projet (article 3, 5/, a), 5/, en projet) utilise le terme "fiducies" conformément à la version française de la directive 2005/60/CE ⁽¹⁶⁾.

Dans le même alinéa, au lieu d'écrire "constructions similaires", mieux vaut écrire "constructions juridiques similaires".

3. Au paragraphe 2, après les mots "et ce, préalablement à l'exercice", il convient d'ajouter les mots ", par ces mandataires,".

4. Au paragraphe 4 *in fine*, après les mots "conformément aux articles 23 à 28", les mots "de la loi" seront omis.

Article 8 de l'avant-projet
(article 8 en projet)

Au paragraphe 4 *in fine*, les mots "de la loi" seront omis.

Article 8 de l'avant-projet
(article 10 en projet)

Le paragraphe 1^{er}, 1/ et 2/, omet de transposer, pour les établissements et personnes équivalents situés sur le territoire d'un pays tiers, la condition énoncée à l'article 16, paragraphe 1^{er}, a), de la directive 2005/60/CE (être soumis à une obligation d'enregistrement professionnel reconnu par la loi). L'avant-projet sera complété de manière à imposer cette condition prescrite par la directive.

⁽¹⁶⁾ Voir notamment l'article 3, paragraphe 6, b) et paragraphe 7 de cette directive.

Article 8 de l'avant-projet
(article 11 en projet)

L'article 11, § 1^{er}, 5/, en projet, vise les clients qui sont des autorités ou des organismes publics "européens", ce qui pourrait viser, non seulement les institutions de l'Union européenne mais aussi celles du Conseil de l'Europe ou d'autres institutions internationales européennes. L'article 3, paragraphe 1^{er}, a), de la directive 2006/70/CE ne permet toutefois de considérer comme clients présentant un faible risque, que les clients qui occupent "une fonction publique en vertu du traité sur l'Union européenne, des traités instituant les Communautés ou du droit communautaire dérivé".

L'article 11, § 1^{er}, 5/, en projet, sera adapté en fonction de cette disposition de la directive 2006/70/CE.

Article 8 de l'avant-projet
(article 12 en projet)

1. Le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 1/, serait mieux rédigé comme suit :

"1/ de personnes politiquement exposées résidant à l'étranger; par personnes politiquement exposées, on entend des personnes physiques qui occupent ou ont exercé une fonction publique importante".

2. Au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 3/, entre les mots "ou des personnes" et les mots "étroitement associées", il y a lieu d'insérer les mots "connues pour leur être" ⁽¹⁷⁾. La même observation vaut pour le paragraphe 3, alinéa 5, phrase liminaire, ainsi que pour le paragraphe 3, alinéa 5, a) et b).

3. Au paragraphe 3, alinéa 2, d), au lieu d'écrire "et les dirigeants des banques centrales", il est préférable d'écrire "et des conseils des banques centrales", pour

⁽¹⁷⁾ Voir l'article 3, 8), de la directive 2005/60/CE.

tenir compte du libellé de l'article 2, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, d), de la directive 2006/70/CE.

4. Dans chacune des trois phrases du paragraphe 3, alinéa 3, les mots "de l'alinéa précédent" seront remplacés par les mots "de l'alinéa 2". En effet, si un ou plusieurs alinéas nouveaux venaient à être insérés à l'avenir entre les actuels alinéas 2 et 3, la référence à "l'alinéa précédent" ne serait plus exacte.

5. Le début de la troisième phrase de l'alinéa 3 sera modifié pour tenir compte du libellé de l'article 2, paragraphe 4, de la directive 2006/70/CE. La troisième phrase du paragraphe 3, alinéa 3, commencera par les mots suivants :

"Sous réserve de l'application, en fonction de l'appréciation du risque, de mesures de vigilance renforcées à l'égard de la clientèle ... (la suite comme à l'avant-projet" ⁽¹⁸⁾.

6. Au paragraphe 3, alinéa 4, phrase liminaire, au lieu d'écrire "des personnes visées au 1/", il convient d'écrire "des personnes visées à l'alinéa 1^{er}, 1/".

La même observation vaut pour le paragraphe 3, alinéa 4, b) et pour le paragraphe 3, alinéa 5, phrase liminaire, points a et b.

7. Les subdivisions du paragraphe 3, alinéas 2, 4 et 5 se feront en 1/, 2/, 3/, etc. et non en a, b, c, etc.

⁽¹⁸⁾ Voir ci-dessus l'observation de légistique n/ 3.

8. Afin de mieux tenir compte du libellé de l'article 2, paragraphe 3, b), de la directive 2006/70/CE, le paragraphe 3, alinéa 5, b (lire : 2/), devrait être rédigé comme suit :

"toute personne physique qui est le seul bénéficiaire effectif d'une personne morale ou d'une construction juridique connue pour avoir été établie au profit de facto d'une personne visée à l'alinéa 1^{er}, 1/".

9. Pour tenir compte de l'article 13, paragraphe 4, b), de la directive 2005/60/CE, qui exige "l'autorisation d'un niveau élevé de la hiérarchie", il est suggéré de remplacer, dans le paragraphe 3, alinéa 6, les mots "d'un niveau adéquat de la hiérarchie" par les mots "d'un niveau élevé de la hiérarchie".

Par ailleurs, dans l'exposé des motifs, il y a lieu de compléter cette exigence en s'inspirant du considérant n° 26 de la directive 2005/60/CE.

Article 8 de l'avant-projet
(article 14 en projet)

1. Pour transposer correctement l'article 8, paragraphe 1^{er}, d), de la directive 2005/60/CE, il convient de rédiger comme suit l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, *in fine*, de l'avant-projet :

"et procéder à un examen attentif des opérations effectuées et, lorsque cela est nécessaire, de l'origine des fonds, et ce, afin de s'assurer que celles-ci sont cohérentes avec la connaissance qu'ils ont de leur client, de ses activités commerciales et de son profil de risque".

2. Au paragraphe 2, au lieu d'écrire "établissent un rapport écrit des résultats de cet examen", il est préférable d'écrire "établissent un rapport écrit de l'examen réalisé en application du paragraphe 1^{er}".

.../...

Article 8 de l'avant-projet
(article 15 en projet)

À l'alinéa 1^{er}, les mots "et ce, de façon à pouvoir les reconstituer précisément", ne transposent pas correctement l'article 30, b), de la directive 2005/60/CE aux termes duquel les pièces justificatives et les enregistrements doivent consister en des documents originaux ou des copies recevables, au regard du droit national, dans le cadre de procédures judiciaires.

L'alinéa 1^{er} sera adapté pour tenir compte de cette exigence de la directive 2005/60/CE.

Article 8 de l'avant-projet
(article 16 en projet)

1. Au lieu d'écrire, au paragraphe 2, "les établissements de crédit de droit belge et les entreprises d'investissement de droit belge", il serait plus précis d'écrire "les organismes et personnes visés à l'article 2" à faire suivre de l'énumération des points pertinents de l'article 2 en projet.

2. Au paragraphe 3, alinéa 4, en projet, il est prévu, aux deux dernières phrases, d'une part, deux obligations et, d'autre part, le fait que celles-ci doivent s'entendre "[s]ans préjudice des dispositions d'autres lois".

Pareille rédaction est peu heureuse dans la mesure où elle donne l'impression qu'il serait possible de contourner ou de faire échec par d'autres lois, le cas échéant déjà existantes, aux restrictions déjà prévues par la disposition à l'examen.

Comme telle ne paraît pas être l'intention de l'auteur de l'avant-projet, la disposition en projet doit être revue afin de mieux faire ressortir cette intention ⁽¹⁹⁾.

⁽¹⁹⁾ Comparer avec l'article 46, alinéa 2, de la loi du 24 juillet 2008 portant des dispositions diverses (I), loi dont l'auteur de l'avant-projet déclare s'être inspiré dans le commentaire de l'article.

Article 17 de l'avant-projet

À l'article 17, 2/, il y a lieu de préciser que le texte destiné à compléter le paragraphe 1^{er} de l'article 26 en projet constitue un alinéa nouveau.

Article 22 de l'avant-projet

1. Dans la version française du texte, au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, de l'article 30 en projet, au lieu d'écrire "Lorsque les personnes visées à l'article 3, 1/, 3/ au 5/ ...", il convient d'écrire "Lorsque les personnes visées à l'article 3, 1/, 3/ à 5/ ...";

2. Au paragraphe 3, 2/, en projet, il convient d'écrire "lorsque ces établissements interviennent en relation avec un même client et dans le cadre ..." et non "... ou dans le cadre ..." (cfr l'article 28, paragraphe 5, de la directive 2005/60/CE).

Ce même 2/ doit être complété avec la condition que les établissements ou les personnes entre lesquels la divulgation a lieu doivent relever de la même catégorie professionnelle (cfr également l'article 28, paragraphe 5, de la directive 2005/60/CE).

Ces observations valent aussi pour le paragraphe 3, 3/, b., en projet.

Article 25 de l'avant-projet

1. À l'article 33, alinéa 1^{er}, 2/, il ne convient pas, sous peine de figer la référence dans le temps, de préciser qu'il s'agit de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 26 avril 2002 ⁽²⁰⁾.

⁽²⁰⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandations n° 74, 74.1 et 74.2 [www.raadvst-consetat.be/?page=technique législative&lang=fr](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr) (22/12/2008).

2. À l'article 33, alinéa 4 *in fine*, en projet, au lieu d'écrire "conformément à l'article 22 § 2 de la présente loi et à l'alinéa 1^{er} du présent article", il convient d'écrire "conformément à l'alinéa 1^{er} et à l'article 22, § 2".

3. À l'article 33, alinéa 5 *in fine*, en projet, les mots "de la présente loi" seront omis.

Article 27

1. Au 1/, il est prévu, à l'article 17, devenant l'article 35, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 janvier 1993, d'ajouter les mots "et nonobstant toute disposition contraire" après les mots "l'article 29 du Code d'instruction criminelle" ⁽²¹⁾.

Il semble résulter du commentaire de cette disposition que cette insertion tend à réserver les cas où, conformément à la suite de l'article 35, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, l'obligation renforcée de respecter le secret professionnel prévue par ce paragraphe 1^{er} ne serait pas applicable.

Par la généralité des termes utilisés, l'expression "et nonobstant toute disposition contraire" manque toutefois de précision.

Dans un souci de clarté et de sécurité juridique, la modification apportée à l'article 17, devenant l'article 35, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 11 janvier 1993 doit être conçue de manière à articuler de manière plus précise la règle générale contenue par cette disposition avec les exceptions admises et prévues par le législateur.

⁽²¹⁾ Cette insertion devrait mieux ressortir du texte par le placement de guillemets avant et après cette dernière expression. Il conviendrait aussi, dans un souci de clarté, d'écrire "les mots" entre "après" et "«l'article 29...»".

2. Au 5/, dans la phrase liminaire, les mots "abrogé et" seront omis. Il convient, par ailleurs, dans l'article 35, § 2, alinéa 5, en projet, de remplacer les mots "trafic d'êtres humains" par les mots "traite des êtres humains", conformément à l'article 7, 2/, de l'avant-projet.

3. Dans un souci de clarté législative, il conviendrait de compléter l'article 17, devenant l'article 35, § 2, alinéa 6, en projet, de la loi du 11 janvier 1993 par la mention selon laquelle le Service d'Information et de Recherche Social a été institué par l'article 312 de la loi-programme I du 27 décembre 2006.

Article 28 de l'avant-projet

L'article 28 sera rédigé comme suit :

"Le Chapitre IV, de la même loi, qui devient le Chapitre V, est intitulé comme suit : «Mesures d'exécution et de contrôle»."

Article 29 de l'avant-projet

1. Les paragraphes 2 à 5 tendent à préciser que certaines des dispositions de la loi du 11 janvier 1993, telles qu'elles sont insérées ou complétées par l'avant-projet, seront précisées par le Roi.

Dans un souci de clarté, il serait opportun que toutes les dispositions ainsi concernées renvoient à la disposition précisément pertinente de l'article 36 en projet, comme certaines d'entre elles le font déjà. Ainsi par exemple, si l'article 11, § 1^{er}, 6/, en projet renvoie au pouvoir conféré au Roi par l'article 36, § 2, alinéa 1^{er}, 6/, en projet, l'article 2, § 2, en projet, ne précise pas que le Roi tire Ses pouvoirs du 1/ de l'article 36, § 2, en projet, et l'article 10, § 1^{er}, 1/, *in fine*, et 2/, *in fine*, en projet, ne renvoie pas à l'article 36, § 2, 2/, de l'avant-projet.

2. Comme en a convenu le délégué du ministre, à l'article 36, § 4, alinéa 1^{er}, *in fine*, en projet, il vaut mieux remplacer les mots "et dont il apparaît qu'ils sont exposés au risque de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme" par les mots "et dont les activités risquent d'être utilisées à des fins de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme".

Article 30 de l'avant-projet

1. Dans la phrase liminaire, la mention du "§ 1^{er}" est inutile et doit être omis.

2. Lorsqu'il est question d'un "service public fédéral auprès duquel l'organisme ou la personne visé à l'article 2, § 1^{er}, est agréé ou enregistré", la disposition doit être rédigée en des termes qui habilitent le Roi Lui-même à régler ces matières par arrêté.

Une observation analogue vaut pour l'article 38, § 1^{er}, en projet (article 32 de l'avant-projet).

3. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, afin d'éviter toute difficulté d'application et de déterminer de manière précise les compétences du Roi en cas de défaut, de la part des autorités mentionnées, d'adoption du règlement soumis à l'approbation du Roi, tel qu'il est prévu par l'alinéa 1^{er} de cette disposition, il conviendrait de fixer dans le dispositif le délai, à partir de l'entrée en vigueur de cette disposition, au-delà duquel "le Roi est habilité à prendre Lui-même [l]e règlement" envisagé.

De même, pour les éventuelles modifications qu'il serait envisagé d'apporter à ces règlements, le texte devrait organiser un mécanisme par lequel, à partir d'une

invitation formulée par le ministre compétent, les mêmes autorités disposeraient d'un délai à cet effet et au-delà duquel le Roi disposerait, seul, du pouvoir prévu par le paragraphe 1^{er}, alinéa 2 ⁽²²⁾.

4. À l'article 37, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, *in fine*, en projet, il y a lieu d'omettre les mots "de la présente loi".

Article 32 de l'avant-projet

1. L'article 38, § 1^{er}, deuxième alinéa, en projet, permet aux autorités visées à l'alinéa 1^{er} de la même disposition d'exercer leur contrôle sur la base d'une appréciation des risques, sans distinguer selon les personnes concernées. L'article 37, paragraphe 4, de la directive 2005/60/CE ne prévoit toutefois la possibilité d'un tel contrôle sur la base d'une appréciation des risques que "s'agissant des personnes physiques et morales visées à l'article 2, paragraphe 1, points 3 a) à e)".

L'article 38, § 1^{er}, deuxième alinéa, en projet, sera revu de manière à assurer une transposition fidèle de l'article 37, paragraphe 4, de cette directive.

Article 33 de l'avant-projet

L'article 33 sera rédigé comme suit :

"Le chapitre V, de la même loi, qui devient le chapitre VI, est intitulé comme suit : «Sanctions»."

⁽²²⁾ Voir, par analogie, l'article 23 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Article 34 de l'avant-projet

1. Par le renvoi à l'article 38, l'alinéa 1^{er} de l'article 39 en projet, a pour effet d'habiliter le service public fédéral auprès duquel un organisme ou une personne serait agréé ou enregistré à prendre à l'égard de ceux-ci des mesures visées à l'article 39, spécialement celle d'infliger une amende administrative.

Par analogie avec l'alinéa 3 nouveau du même article 39, un tel pouvoir doit être attribué directement au ministre.

2. Au 1/, au lieu d'écrire "des dispositions des articles 7 à 20, 23 à 30, et 33 de la loi du 11 janvier 1993, des dispositions du règlement (CE) N/ 1781 du Parlement et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le donneur d'ordre accompagnant les virements de fonds ou des arrêtés pris pour leur exécution", il convient d'écrire "des articles 7 à 20, 23 à 30, et 33 de la loi du 11 janvier 1993, du règlement (CE) n/ 1781/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 novembre 2006 relatif aux informations concernant le donneur d'ordre accompagnant les virements de fonds, ou des arrêtés pris pour leur exécution".

Article 42 de l'avant-projet

Conformément aux usages de la légistique, chacune des dispositions du Code des sociétés modifiées par chacun des paragraphes de l'article 42 doit faire l'objet d'un article séparé de l'avant-projet ⁽²³⁾.

Observations finales

1. Il y a lieu de munir l'avant-projet d'un arrêté de présentation.

⁽²³⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n/ 118 [www.raadvst-consetat.be/?page=technique législative&lang=fr](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr) (22/12/2008).

2. Conformément au Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires ⁽²⁴⁾, l'arrêté de présentation doit être signé par le Secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude adjoint au Ministre de la Justice, lequel a, par ailleurs, signé la demande d'avis adressée au Conseil d'État.

⁽²⁴⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, recommandation n° 176 [www.raadvst-consetat.be/?page=technique législative&lang=fr](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=fr) (22/12/2008).

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	conseiller d'État, président,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
	H. BOSLY,	assesseurs de la section de législation,
	G. KEUTGEN,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.550/2
VAN 22 DECEMBER 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 november 2008 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en door de Staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hen, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, en het Wetboek van Vennootschappen", heeft het volgende advies gegeven :

Voorafgaande opmerking

Op het ogenblik dat dit advies wordt gegeven, heeft de Eerste Minister het ontslag van de regering aangeboden aan de Koning, die zijn beslissing over het aanvaarden van dat ontslag in beraad houdt. Bijgevolg wordt dit advies gegeven zonder dat wordt nagegaan of de regering in die omstandigheden haar bevoegdheden kan uitoefenen, voor zover die de voortzetting van de procedure inhouden. De afdeling wetgeving heeft immers geen kennis van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in het onderhavige geval in aanmerking kan nemen.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaand vormvereiste

Op de vraag of de Europese Centrale Bank, met toepassing van beschikking 98/415/ EG van de Raad van 29 juni 1998 betreffende de raadpleging van de Europese Centrale Bank door de nationale autoriteiten over ontwerpen van wettelijke bepalingen, geraadpleegd is over de ontworpen tekst heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord :

"La Décision du Conseil du 29 juin 1998, relative à la consultation de la Banque centrale européenne par les autorités nationales au sujet de projets de

.../...

réglementation, exclut de la notion «projets de réglementation», en son article 1.2, les projets relatifs à des dispositions dont l'objet exclusif est la transposition de directives communautaires dans le droit des États membres. Étant donné que l'avant-projet de loi tend à la transposition des directives 2005/60 et 2006/70 (voir l'article 1), nous sommes d'avis que la BCE ne doit pas être consultée.

En ce qui concerne l'article 11 de l'avant-projet (futur article 21 de la loi du 11 janvier 1993), lequel ne modifie pas le principe de l'interdiction des paiements en espèces de 15.000 euros ou plus, nous vous prions de trouver en annexe, à titre d'information, l'avis donné par la BCE le 25 novembre 2003. Cet avis ne formule aucune objection en ce qui concerne l'article correspondant du projet de loi qui est devenu la loi du 12 janvier 2004, à savoir l'article 10^{ter}."

Deze rechtvaardiging kan niet in aanmerking worden genomen, daar de ontworpen tekst niet uitsluitend de omzetting tot doel heeft van richtlijn 2005/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2005 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme (hierna "richtlijn 2005/60/EG") en van richtlijn 2006/70/EG van de Commissie van 1 augustus 2006 tot vaststelling van uitvoeringsmaatregelen van richtlijn 2005/60/EG van het Europees Parlement en de Raad wat betreft de definitie van politiek prominente personen en wat betreft de technische criteria voor vereenvoudigde klantenonderzoeksprocedures en voor vrijstellingen op grond van occasionele of zeer beperkte financiële activiteiten (hierna "richtlijn 2006/70/EG").

Naast hetgeen bij de omzetting van deze richtlijnen strikt genomen wordt opgelegd, houdt de ontworpen wet immers het volgende in :

- ze versterkt op bepaalde punten de controles opgelegd bij richtlijn 2005/60/EG (het ontworpen artikel 7, § 1, 2/, a) en het ontworpen artikel 9 leggen bij voorbeeld controles op vanaf bedragen die lager liggen dan de respectievelijk in de artikelen 7, b) en 10, van richtlijn 2005/60/EG vastgestelde bedragen);
- ze voert op bepaalde punten aanbevelingen uit van de Financiële Actiegroep (F.A.G.) die niet zijn opgenomen in beide voornoemde richtlijnen ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ In het ontworpen artikel 12, § 3, zesde lid, 1/ (artikel 8 Van het voorontwerp) wordt bij voorbeeld de verplichting opgelegd om niet alleen na te gaan of een cliënt een politiek prominent persoon is (controle voorgeschreven bij richtlijn 2005/60/EG), maar tevens of de uiteindelijke begunstigde van de cliënt een zodanige persoon is.

Alvorens het voorontwerp van wet kan worden goedgekeurd moet het bijgevolg ter fine van advies worden voorgelegd aan de Europese Centrale Bank, in voorkomend geval met toepassing van de procedure in uitermate spoedeisende gevallen, vastgesteld in artikel 3, lid 2, van voornoemde beschikking 98/415/EG.

Algemene opmerkingen

1. Omzetting van de richtlijnen 2005/60/EG en 2006/70/EG

In de commentaar bij sommige artikelen wordt vermeld welke bepalingen van het voorontwerp van wet ertoe strekken de richtlijnen 2005/60/EG en 2006/70/EG om te zetten en welke bepalingen van deze richtlijnen worden omgezet bij de bepalingen van het voorontwerp van wet.

Daarenboven zouden bij het wetsontwerp dat aan de Wetgevende kamers wordt voorgelegd twee concordantietabellen moeten worden gevoegd,

- waarvan de eerste ten aanzien van de verschillende bepalingen van de voornoemde richtlijnen, melding moet maken van :

- 1/) de ontworpen bepalingen die voorzien in de omzetting ervan;
- 2/) de reeds geldende bepalingen van intern recht houdende omzetting van die richtlijn, inzonderheid in de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme (hierna "de wet van 11 januari 1993"), zoals ze thans geldt;
- 3/) de bepalingen van de richtlijn die naderhand zullen worden omgezet bij verordeningsbesluit krachtens een machtiging die aan de Koning wordt verleend bij het voorontwerp van wet inzonderheid bij het ontworpen artikel 36 van de wet van 11 januari 1993 (artikel 29 van het voorontwerp), of bij een bestaande wetsbepaling;

.../...

- 4/) de facultatieve bepalingen van de richtlijn die niet zijn omgezet in het interne recht;
- en waarvan de tweede tabel de overeenstemming geeft tussen de bepalingen van het voorontwerp van wet en die van de richtlijnen.

Zulke concordantietabellen zijn immers onontbeerlijk opdat de wetgevende kamers zich met kennis van zaken kunnen uitspreken over de keuze van de middelen die de Regering hen voorstelt aan te wenden en om te voorkomen dat de uitoefening van het amenderingsrecht vervat in artikel 76 van de Grondwet verder reikt dan de grenzen van de beoordelingsbevoegdheid die de lidstaten krachtens het Europees recht kunnen uitoefenen.

In die omzettingstabellen moeten niet alleen de bepalingen worden vermeld van de wet van 11 januari 1993 in de versie die zou voortvloeien uit de goedkeuring van het voorontwerp, doch ook in de huidige versie, rekening houdend evenwel met algemene opmerking nr. 2.

Zulke tabellen, die evenwel onvolledig zijn uit het oogpunt van de voorgaande aanbeveling en bovendien bepaalde fouten bevatten ⁽²⁾, zijn aan de Raad van State toegezonden op uitdrukkelijk verzoek van de auditeur-rapporteur.

Het zou evenwel wenselijk geweest zijn dat deze tabellen aan de afdeling wetgeving van de Raad van State waren toegezonden samen met het dossier dat bij de brief met de adviesaanvraag gaat ⁽³⁾.

⁽²⁾ Zo dient bij voorbeeld in de concordantietabel, naast de bepalingen van Belgisch recht en die van de omgezette richtlijnen, ten aanzien van artikel 8 van het voorontwerp te worden opgemerkt dat artikel 13, lid 2, van richtlijn 2005/60/EG wordt omgezet bij artikel 12, § 2, van de wet van 11 januari 1993 en niet bij artikel 12, § 1, zoals vermeld in de concordantietabel.

⁽³⁾ Zie jaarverslag van de Raad van State voor het jaar 2005-2006, inz. nrs. 15 tot 17 (www.raadvst-consetat.be/?page=about_annualreport&lang=nl, 21 december 2008); zie eveneens *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbevelingen nrs. 191 tot 191.2 www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl (22/12/2008).

De steller van het voorontwerp wordt ten slotte gewezen op het feit dat artikel 45, lid 1, eerste alinea, tweede zin, van richtlijn 2005/60/EG de Staten er hoe dan ook toe verplicht "de Commissie (...) onverwijld (...) een transponeringstabel (mee te delen) ter weergave van het verband tussen die (wets)bepalingen (die noodzakelijk zijn om aan de richtlijn te voldoen) en deze richtlijn; artikel 5, lid 1, eerste alinea, tweede zin, van richtlijn 2006/70/EG bevat volstrekt dezelfde bepaling.

Het is onder dit voorbehoud dat de volgende opmerkingen worden geformuleerd.

2. Overgang van de tekst van de wet van 11 januari 1993 naar die van de nieuwe wet

Het merendeel van de bepalingen van de wet van 11 januari 1993 krijgt in het voorontwerp een nieuwe nummering en sommige bepalingen ervan worden gewijzigd.

De memorie van toelichting zou moeten worden aangevuld met een drieledige tabel waarin de overeenstemming wordt weergegeven tussen de bepalingen van de wet van 11 januari 1993 in de huidige versie ervan en die bepalingen van dezelfde wet in de versie die voortvloeit uit de bij het voorliggende voorontwerp aangebrachte wijzigingen, waarbij eveneens melding wordt gemaakt van de bepalingen van het voorontwerp waarbij die wijzigingen worden aangebracht.

Een zodanige concordantietabel wordt aangekondigd in de voorlaatste alinea van de memorie van toelichting.

Bij de memorie van toelichting zou eveneens de gecoördineerde tekst van de wet van 11 januari 1993 moeten worden gevoegd, zoals hij eruit zou zien na de goedkeuring van het voorontwerp, welke tekst bovendien had moeten worden gevoegd bij de brief met de adviesaanvraag aan de Raad van State, om dezelfde redenen als die welke worden opgegeven in algemene opmerking nr. 1 ⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ Een zodanige officieuze coördinatie moet hoe dan ook worden gevoegd bij het ontwerp van wet dat bij de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt ingediend zoals bepaald in artikel 74, § 1, eerste lid, 6/, van het Reglement van de Kamer.

3. Beroepsgeheim van de advocaten

Het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen in arrest C-305/05 van 26 juni 2007 en vervolgens het Grondwettelijk Hof in de arresten nr. 10/2008 van 23 januari 2008 en nr. 102/2008 van 10 juli 2008 ⁽⁵⁾ hebben zich uitgesproken over de bestaanbaarheid van de bepalingen van richtlijn 2005/60/EG en van de wet van 11 januari 1993, zoals ze is gewijzigd bij de wet van 12 januari 2004, met het waarborgen van de fundamentele rechten, en meer bepaald het beroepsgeheim van de advocaten. Een samenvatting van die arresten is opgenomen in de memorie van toelichting die bij het voorontwerp van wet gaat, onder punt II, A, 2. "Wijzigingen die ertoe strekken rekening te houden met het beroepsgeheim van de advocaten, de notarissen, de bedrijfsrevisoren, de externe accountants en de belastingadviseurs".

De volgende bepalingen van het voorontwerp hebben betrekking op het probleem van het beroepsgeheim van de advocaten :

- artikel 4 van het voorontwerp (ontworpen artikel 3, 5/, zie artikel 2, lid 1, 3), b), van richtlijn 2005/60/EG) : deze bepaling, die overeenstemt met het huidige artikel 2ter van de wet van 11 januari 1993, definieert de prestaties waarvoor de advocaten onder het bepaalde van de voornoemde wet kunnen vallen; uit arrest nr. 10/2008 van 23 januari 2008 van het Grondwettelijk Hof blijkt dat deze definitie aanvaardbaar is voor zover de bewoordingen ervan worden geïnterpreteerd zoals gepreciseerd wordt in het beschikkend gedeelte van dit arrest van het Grondwettelijk Hof (zie hierna, tweede streepje);
- artikel 8 van het voorontwerp (ontworpen artikel 7, § 5, zie artikel 9, lid 5, tweede alinea, van richtlijn 2005/60/EG) : deze bepaling, die overeenstemt met het huidige artikel 14bis, § 3, tweede lid, van de wet van 11 januari 1993, heeft betrekking op de verplichting om de cliënt te identificeren; ze is conform het vereiste dat wordt geformuleerd in punt 2, a), van het beschikkend gedeelte van het arrest van het Grondwettelijk Hof nr. 10/2008 van 23 januari 2008;

⁽⁵⁾ Zie ook C.E. (Frankrijk), 10 april 2008, nrs. 296.845 en 296.907.

- artikel 8 van het voorontwerp (ontworpen artikel 8, § 5) : deze bepaling, die betrekking heeft op de verplichting om de effectieve begunstigden van de in de wet bedoelde verrichtingen te identificeren, geeft aanleiding tot dezelfde opmerking;
- artikel 8 van het voorontwerp (ontworpen artikel 11, § 1, 3/, tweede zin) : deze bepaling, die artikel 11, lid 2, b) van richtlijn 2005/60/EG omzet, houdt rekening met de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof die hierboven naast het tweede streepje gememoreerd wordt;
- artikel 17, 2/ en 6/, van het voorontwerp (ontworpen artikel 26, § 1, tweede lid, en § 3, tweede lid) en artikel 25 van het voorontwerp (ontworpen artikel 33, tweede lid, *in fine*) : deze bepalingen strekken ertoe rekening te houden met de twintigste overweging van richtlijn 2005/60/EG; ze geven geen aanleiding tot kritiek;
- artikel 21 van het voorontwerp bevat daarenboven voor de advocaten geen bepaling die vergelijkbaar is met artikel 18, tweede lid, van de wet van 11 januari 1993, zoals gewijzigd bij artikel 30, 2/, van de voornoemde wet van 12 januari 2004; op grond van deze bepaling mogen de werknemers van de personen die vallen onder de toepassing van de wet de bij de wet voorgeschreven informatie meedelen; in arrest nr. 10/2008 van 23 januari 2008 heeft het Grondwettelijk Hof gewezen dat deze mogelijkheid in strijd was met het beroepsgeheim van de advocaten in zoverre ze bedoeld is voor de werknemers van deze advocaten en heeft het bijgevolg de woorden "en 2ter", die voorkomen in voormelde bepaling, geschrapt; het voorontwerp van wet gedraagt zich naar deze rechtspraak aangezien het ontworpen artikel 29, tweede lid, (artikel 21 van het voorontwerp) niet bepaalt dat de werknemers van de personen bedoeld in artikel 3 van de wet van 11 januari 1993, informatie mogen verstrekken aan de Cel voor financiële informatieverwerking.

Uit het oogpunt van het beroepsgeheim van de advocaten geeft het voorontwerp in se derhalve geen aanleiding tot kritiek.

In de memorie van toelichting zou evenwel duidelijker dan in de versie die bij het dossier gaat, moeten worden gesteld dat het voorontwerp, wat die kwestie betreft, gelezen moet worden in het licht van de voornoemde arresten ⁽⁶⁾.

4. Advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer

De memorie van toelichting bevat al informatie daarover, maar die zou moeten worden aangevuld zodat duidelijker blijkt in welke mate rekening is gehouden met de opmerkingen die de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in haar advies nr. 16/2008 van 9 april 2008 heeft gemaakt over het voorontwerp dat aan haar was voorgelegd, en met de redenen waarom sommige van die opmerkingen niet zijn gevolgd.

Opdat de parlementsleden volledig geïnformeerd zijn, zou het advies van de Commissie bovendien samen met het ontwerp moeten worden ingediend.

Algemene opmerkingen van wetgevingstechnische aard

Het voorontwerp geeft aanleiding tot tal van opmerkingen van wetgevingstechnische aard die inzonderheid te wijten zijn aan de werkwijze die de steller van het voorontwerp heeft gekozen, namelijk het uitvaardigen van een wijzigingswet in plaats van de opheffing van de wet van 11 januari 1993 en de vervanging ervan door een volledig nieuwe wet.

Hierna volgen de belangrijkste opmerkingen van wetgevingstechnische aard die bij het voorontwerp moeten worden gemaakt.

⁽⁶⁾ Dit geldt ook voor de ongewijzigde teksten die eveneens moeten worden geïnterpreteerd in het licht van deze belangrijke arresten.

1. In de inleidende zin van een wijzigingsbepaling moeten alle nog geldende wijzigingen van het gewijzigde artikel worden vermeld ⁽⁷⁾. Van meet af aan laat het zich aanzien dat het voorontwerp op dat punt onvolledig is. In de inleidende zin van artikel 3 van het voorontwerp (ontworpen artikel 2) ontbreekt bijvoorbeeld de vermelding van het koninklijk besluit van 25 februari 2007 tot aanpassing van de lijst van ondernemingen onderworpen aan de wet van 11 januari 1993 en tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 juni 1993 inzake de samenstelling, de organisatie, de werking en de onafhankelijkheid van de cel voor financiële informatieverwerking ⁽⁸⁾. In de inleidende zin van artikel 4 van het voorontwerp (ontworpen artikel 3) ontbreekt de vermelding van het koninklijk besluit van 21 april 2007 tot omzetting van bepalingen van de richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2006 betreffende de wettelijke controles van jaarrekeningen en geconsolideerde jaarrekeningen, tot wijziging van de richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad, en houdende intrekking van richtlijn 84/253/EEG van de Raad ⁽⁹⁾. De steller van het voorontwerp moet de inleidende zinnen van alle wijzigingsbepalingen van het voorontwerp controleren en zich, geval voor geval, richten naar de voorschriften ter zake in de Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten.

2. Wanneer een bepaling verscheidene wijzigingen ondergaat, moeten die wijzigingen worden genummerd volgens de regels van de Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten ⁽¹⁰⁾. Op die manier kan elke wijziging van een artikel nauwkeurig worden herkend. De bewoordingen "met dien verstande dat (...)" en "dat ...", die in verscheidene bepalingen van het voorontwerp ⁽¹¹⁾ worden gebruikt om aan

⁽⁷⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling nr. 113 en volgende www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl (22/12/2008).

⁽⁸⁾ Zie artikel 1 van dat koninklijk besluit.

⁽⁹⁾ Zie artikel 103, § 2, van dat koninklijk besluit.

⁽¹⁰⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, formulieren F 4-2-9-1 en F 4-2-9-2 www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl (22/12/2008).

⁽¹¹⁾ Zie bijvoorbeeld de inleidende zin van artikel 4 van het voorontwerp, die van artikel 7 van het voorontwerp, artikel 7, 2/ en 3/, van het voorontwerp, ...

te geven dat een bepaling op verscheidene punten wordt gewijzigd, zijn in elk geval uit den boze.

3. Heel wat bepalingen van het voorontwerp beginnen met het woord "onverminderd ...". Doorgaans wordt aangeraden dat woord te vervangen door de woorden "onder voorbehoud van de toepassing van ...", voor zover die overeenstemmen met de bedoeling van de steller van het voorontwerp ⁽¹²⁾.

4. In plaats van "EUR" schrijve men "euro", met een kleine letter. In het Frans schrijve men in het meervoud "euros", maar in het Nederlands blijft euro in het meervoud ongewijzigd ⁽¹³⁾.

5. Er is geen aanleiding om een artikel in paragrafen in te delen als elke paragraaf maar één lid bevat. Die opmerking geldt inzonderheid voor artikel 39 van het voorontwerp (ontworpen artikel 43).

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikelen 1 en 2 van het voorontwerp

Aangezien artikel 2 van het voorontwerp terecht ertoe strekt artikel 1 van de wet van 11 januari 1993 te wijzigen door er overeenkomstig artikel 45, lid 1, tweede alinea, van richtlijn 2005/60/EG en artikel 5, lid 1, tweede alinea, van richtlijn 2006/70/EG in te vermelden dat die wet, zoals de wijziging ervan door het

⁽¹²⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling nr. 3.2 [www.raadvst-consetat.be/?page=technique legislative&lang=nl](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl) (22/12/2008).

⁽¹³⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbeveling nr. 6.4 [www.raadvst-consetat.be/?page=technique legislative&lang=nl](http://www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl) (22/12/2008).

voorontwerp wordt gepland, tot doel heeft die richtlijnen "toe te passen" ⁽¹⁴⁾, is het overbodig in het voorontwerp een artikel 1 op te nemen dat hetzelfde doel heeft.

In artikel 1 behoort alleen te worden vermeld dat de wet een aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Artikel 3 van het voorontwerp
(ontworpen artikel 2)

In het ontworpen artikel 2, § 2, wordt verwezen naar bepaalde punten van de bijlage bij richtlijn 2000/12/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 maart 2000 betreffende de toegang tot en de uitoefening van de werkzaamheden van kredietinstellingen.

Die werkwijze kan niet worden aanvaard. Aangezien een richtlijn in principe geen rechtstreekse uitwerking heeft in het interne recht, zijn alleen de nationale bepalingen waarbij een richtlijn wordt omgezet bindend voor de adressaat van de regel die op Europees niveau is gepland. Nationale bepalingen waarin naar een richtlijn wordt verwezen - zoals het ontworpen artikel 2, § 2, - moeten dus verwijzen naar de nationale bepalingen waarbij de richtlijn in kwestie wordt omgezet.

Artikel 7 van het voorontwerp
(ontworpen artikel 3)

In de Franse versie van het voorontwerp moet de definitie van het begrip "financement du terrorisme", vervat in 1/ (ontworpen artikel 5, § 2), worden aangevuld met de woorden : "pour la commission d'un ou plusieurs actes terroristes" ⁽¹⁵⁾.

⁽¹⁴⁾ De woorden "past ... toe", die worden gebruikt in de huidige tekst van artikel 1 van de wet van 11 januari 1993, zouden het best worden vervangen door de woorden "zet ... om".

⁽¹⁵⁾ Die woorden staan overigens in de officieuze codificatie van de wet die de gemachtigde van de minister heeft overgezonden.

Artikel 8 van het voorontwerp
(ontworpen artikel 7)

1. Aangezien een wet geen interpretatie van een EG-verordening mag bevatten, moet paragraaf 1, tweede lid, beginnen met de woorden : "Voor de toepassing van 2/, b), wordt een in België uitgevoerde geldovermaking voor een bedrag gelijk aan of minder dan 1.000 euro op de rekening van een ontvanger niet beschouwd als ...".

2. In paragraaf 1, vierde lid, van de Franse versie van de tekst wordt het woord "trust" gebruikt, terwijl in artikel 4 van het voorontwerp (ontworpen artikel 3, 5/, a), 5/) het woord "fiducies" wordt gebruikt, overeenkomstig de Franse versie van richtlijn 2005/60/EG ⁽¹⁶⁾.

In hetzelfde lid is het beter "soortgelijke juridische structuren" te schrijven in plaats van "soortgelijke structuren".

3. In de Franse tekst van paragraaf 2 moeten de woorden "et ce, préalablement à l'exercice" worden aangevuld met de woorden ", par ces mandataires,".

4. Aan het einde van paragraaf 4 moeten de woorden "van de wet" na de woorden "overeenkomstig de artikelen 23 tot 28" vervallen.

Artikel 8 van het voorontwerp
(ontworpen artikel 8)

Aan het einde van paragraaf 4 moeten de woorden "van de wet" vervallen.

⁽¹⁶⁾ Zie inzonderheid artikel 3, lid 6, b), en lid 7, van die richtlijn.

Artikel 8 van het voorontwerp
(ontworpen artikel 10)

In paragraaf 1, 1/ en 2/, is de voorwaarde vervat in artikel 16, lid 1, a), van richtlijn 2005/60/EG (onderworpen zijn aan een verplichte professionele registratie, erkend bij wet) niet omgezet voor de gelijkwaardige instellingen en personen die in een derde land gevestigd zijn. Het voorontwerp moet worden aangevuld, zodat die voorwaarde, die bij de richtlijn wordt voorgeschreven, wordt opgelegd.

Artikel 8 van het voorontwerp
(ontworpen artikel 11)

In het ontworpen artikel 11, § 1, 5/, is sprake van cliënten die "Europese" publieke autoriteiten of instellingen zijn, wat niet alleen op de instellingen van de Europese Unie zou kunnen slaan, maar ook op die van de Raad van Europa of van andere Europese internationale instellingen. Luidens artikel 3, lid 1, a), van richtlijn 2006/70/EG kunnen echter alleen cliënten die "belast (zijn) met openbare functies uit hoofde van het Verdrag betreffende de Europese Unie, de verdragen tot oprichting van de Europese Gemeenschappen of de afgeleide communautaire wetgeving" aangemerkt worden als cliënten met een laag risico.

Het ontworpen artikel 11, § 1, 5/, moet op basis van die bepaling van richtlijn 2006/70/EG worden aangepast.

Artikel 8 van het voorontwerp
(ontworpen artikel 12)

1. Paragraaf 3, eerste lid, 1/, zou beter als volgt worden gesteld :

"1/ politiek prominente personen die in het buitenland wonen; onder politiek prominente personen worden natuurlijke personen verstaan die een prominente publieke functie bekleden of hebben bekleed;"

.../...

2. In de Franse tekst van paragraaf 3, eerste lid, 3/, moeten de woorden "connues pour leur être" ⁽¹⁷⁾ worden ingevoegd tussen de woorden "ou des personnes" en de woorden "étroitement associées". Deze opmerking geldt ook voor de inleidende zin en de punten a) en b) van paragraaf 3, vijfde lid.

3. In paragraaf 3, tweede lid, d), is het beter "of van directies van centrale banken" te schrijven in plaats van "en de leiders van centrale banken", overeenkomstig de bewoordingen van artikel 2, lid 1, eerste alinea, d), van richtlijn 2006/70/EG.

4. In elk van de drie zinnen van paragraaf 3, derde lid, moeten de woorden "van het vorige lid" vervangen worden door de woorden "van het tweede lid". Als er ooit één of meer nieuwe leden tussen het huidige tweede en derde lid zouden worden ingevoegd, zou de verwijzing naar "het vorige lid" immers niet meer kloppen.

5. Het begin van de derde zin van het derde lid moet worden gewijzigd om rekening te houden met de bewoordingen van artikel 2, lid 4, van richtlijn 2006/70/EG. De derde zin van paragraaf 3, derde lid, moet als volgt beginnen :

"Onder voorbehoud van de toepassing van verscherpte klantenonderzoeksprocedures naargelang van de risicogevoeligheid, dienen ... (voorts zoals in het voorontwerp)" ⁽¹⁸⁾.

6. In de inleidende zin van paragraaf 3, vierde lid, moeten de woorden "van de in 1/ bedoelde personen" vervangen worden door de woorden "van de in het eerste lid, 1/, bedoelde personen".

Deze opmerking geldt ook voor paragraaf 3, vierde lid, b), en voor de inleidende zin en de punten a en b van paragraaf 3, vijfde lid.

⁽¹⁷⁾ Zie artikel 3, 8, van richtlijn 2005/60/EG.

⁽¹⁸⁾ Zie hierboven, wetgevingstechnische opmerking nr. 3.

7. Het tweede, vierde en vijfde lid van paragraaf 3 moet worden ingedeeld in 1/, 2/, 3/, enz. en niet in a, b, c, enz.

8. Om nauwer aan te sluiten bij de bewoordingen van artikel 2, lid 3, b), van richtlijn 2006/70/EG zou paragraaf 3, vijfde lid, b (lees : 2/), als volgt moeten worden gesteld :

"een natuurlijke persoon die alleen de juridische begunstigde is van een juridische entiteit of juridische constructie waarvan bekend is, dat deze is opgezet ten behoeve van de feitelijke begunstiging van de in het eerste lid, 1/, genoemde persoon".

9. Om rekening te houden met artikel 13, lid 4, b), van richtlijn 2005/60/EG waarin "de toestemming van de hoge bedrijfsleiding" wordt geëist, wordt voorgesteld om de woorden "van personen op een passend hiërarchisch niveau" in paragraaf 3, zesde lid, te vervangen door de woorden "van de hoge bedrijfsleiding".

Bovendien moet dat vereiste in de memorie van toelichting worden aangevuld op basis van overweging nr. 26 van richtlijn 2005/60/EG.

Artikel 8 van het voorontwerp
(ontworpen artikel 14)

1. Om artikel 8, lid 1, d), van richtlijn 2005/60/EG correct om te zetten, zou artikel 14, § 1, eerste lid, *in fine*, van het voorontwerp als volgt moeten worden gesteld :

"... ten opzichte van de zakelijke relatie en de uitgevoerde verrichtingen en, in voorkomend geval, de oorsprong van de fondsen aandachtig onderzoeken om zich ervan te vergewissen dat die stroken met de kennis die zij hebben van de cliënt en van zijn zakelijk en risicoprofiel".

2. In paragraaf 2 is het beter de woorden "stellen een schriftelijk verslag op over de uitkomst van dit onderzoek" te vervangen door de woorden "stellen een schriftelijk verslag op over het onderzoek dat met toepassing van paragraaf 1 is ingesteld".

Artikel 8 van het voorontwerp
(ontworpen artikel 15)

In het eerste lid wordt artikel 30, b), van richtlijn 2005/60/EG, luidens hetwelk de bewijsstukken en registratie moeten bestaan uit de originele stukken of de afschriften die krachtens de nationale wetgeving eenzelfde bewijskracht hebben, niet correct omgezet met de woorden "om ze nauwkeurig te kunnen reconstrueren".

Lid 1 moet zo worden aangepast dat met dat vereiste van richtlijn 2005/60/EG rekening wordt gehouden.

Artikel 8 van het voorontwerp
(ontworpen artikel 16)

1. In plaats van in paragraaf 2 "de kredietinstellingen en beleggingsondernemingen naar Belgisch recht" te schrijven, zou het juister zijn "de ondernemingen en personen bedoeld in artikel 2" te schrijven, gevolgd door de opsomming van de relevante punten van het ontworpen artikel 2.

2. In de ontworpen paragraaf 3, vierde lid, staan in de laatste twee zinnen enerzijds twee verplichtingen en wordt anderzijds bepaald dat deze zo begrepen moeten worden dat ze gelden "[o]nverminderd het bepaalde in andere wetten".

Dat is een ongelukkige formulering voor zover ze de indruk wekt dat het mogelijk zou zijn met andere, eventueel reeds bestaande wetten, de beperkingen die reeds in de voorliggende bepaling zijn vastgelegd, te omzeilen of te ontcrachten.

Aangezien dat niet de bedoeling van de steller van het voorontwerp lijkt te zijn, moet de ontworpen bepaling herzien worden, zodat zijn bedoeling duidelijker tot uiting komt ⁽¹⁹⁾.

Artikel 17 van het voorontwerp

In artikel 17, 2/, moet gepreciseerd worden dat de tekst die bedoeld is om paragraaf 1 van het ontworpen artikel 26 aan te vullen, een nieuw lid vormt.

Artikel 22 van het voorontwerp

1. In de Franse versie van het ontworpen artikel 30, paragraaf 1, tweede lid, schrijve men "Lorsque les personnes visées à l'article 3, 1/, 3/ à 5/ ..." in plaats van "Lorsque les personnes visées à l'article 3, 1/, 3/ au 5/ ...";

2. In de ontworpen paragraaf 3, 2/, schrijve men "wanneer deze instellingen optreden in verband met eenzelfde cliënt en in het kader van eenzelfde verrichting" in plaats van "... of in het kader van ..." (cf. artikel 28, lid 5, van richtlijn 2005/60/EG).

Datzelfde onderdeel 2/ moet aangevuld worden met de voorwaarde dat de instellingen of personen die onderling mededelingen doen, tot dezelfde beroepscategorie moeten behoren (cf. eveneens artikel 28, lid 5, van richtlijn 2005/60/EG).

Deze opmerkingen gelden ook voor de ontworpen paragraaf 3, 3/, b.

⁽¹⁹⁾ Vergelijk met artikel 46, tweede lid, van de wet van 24 juli 2008 houdende diverse bepalingen (I), op welke wet de steller van het voorontwerp zich, naar hij zegt in de commentaar bij het artikel, heeft gebaseerd.

Artikel 25 van het voorontwerp

1. In artikel 33, eerste lid, 2/, mag niet gepreciseerd worden dat het gaat om de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt zoals gewijzigd bij de wet van 26 april 2002, omdat die verwijzing anders in de tijd wordt vastgelegd ⁽²⁰⁾.

2. In het ontworpen artikel 33, vierde lid, *in fine*, schrijve men "overeenkomstig het eerste lid en artikel 22, § 2" in plaats van "overeenkomstig artikel 22, § 2 van deze wet en het eerste lid van onderhavig artikel".

3. In het ontworpen artikel 33, vijfde lid, *in fine*, moeten de woorden "van deze wet" vervallen.

Artikel 27

1. In onderdeel 1/ wordt bepaald dat in artikel 17, dat artikel 35, § 1, eerste lid, van de wet van 11 januari 1993 wordt, de woorden "en niettegenstaande enige andersluidende bepaling" worden ingevoegd na de woorden "artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering" ⁽²¹⁾.

Uit de commentaar bij deze bepaling lijkt opgemaakt te kunnen worden dat die invoeging ertoe strekt een voorbehoud te maken voor de gevallen waarin, overeenkomstig het vervolg van artikel 35, § 1, eerste lid, van dezelfde wet, de strengere verplichting tot eerbiediging van het beroepsgeheim, vastgelegd in die paragraaf 1, niet van toepassing zou zijn.

⁽²⁰⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, aanbevelingen nrs. 74, 74.1 en 74.2, www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl (22/12/2008).

⁽²¹⁾ Die invoeging moet duidelijker worden weergegeven in de bepaling door laatstgenoemde uitdrukking tussen aanhalingstekens te plaatsen. Ter wille van de duidelijkheid schrijve men ook "de woorden" tussen "na" en "artikel 29...".

Door de algemeenheid van de gebruikte bewoordingen, is de uitdrukking "en niettegenstaande enige andersluidende bepaling" evenwel te vaag.

Ter wille van de duidelijkheid en de rechtszekerheid moet de wijziging aangebracht in artikel 17, dat artikel 35, § 1, eerste lid, van de wet van 11 januari 1993 wordt, zo worden geformuleerd dat er een duidelijkere samenhang is tussen de algemene regel vervat in die bepaling en de uitzonderingen die de wetgever toestaat en waarin hij voorziet.

2. In de inleidende zin van onderdeel 5/ moeten de woorden "opgeheven en" vervallen. Bovendien moeten in de Franse versie van het ontworpen artikel 35, § 2, vijfde lid, de woorden "trafic d'êtres humains" vervangen worden door de woorden "traite des êtres humains", overeenkomstig artikel 7, 2/, van het voorontwerp.

3. Ter wille van de duidelijkheid op wetgevingstechnisch vlak behoort artikel 17, dat het ontworpen artikel 35, § 2, zesde lid, van de wet van 11 januari 1993 wordt, aangevuld te worden met de vermelding dat de Sociale Inlichtingen- en Opsporingsdienst opgericht is bij artikel 312 van programmawet I van 27 december 2006.

Artikel 28 van het voorontwerp

Artikel 28 behoort als volgt te worden gesteld :

"Hoofdstuk IV van dezelfde wet, dat Hoofdstuk V wordt, heeft als opschrift : "Uitvoerings- en controlemaatregelen".

Artikel 29 van het voorontwerp

1. De paragrafen 2 tot 5 strekken ertoe aan te geven dat sommige bepalingen van de wet van 11 januari 1993, zoals ze worden ingevoegd of aangevuld bij het voorontwerp, door de Koning worden gepreciseerd.

.../...

Ter wille van de duidelijkheid zou het wenselijk zijn dat in alle betrokken bepalingen, zoals in sommige daarvan al geschiedt, verwezen wordt naar de specifiek relevante bepaling van het ontworpen artikel 36. Zo bijvoorbeeld wordt in het ontworpen artikel 11, § 1, 6/, verwezen naar de bevoegdheid die bij het ontworpen artikel 36, § 2, eerste lid, 6/, aan de Koning wordt verleend, maar wordt in het ontworpen artikel 2, § 2, niet gepreciseerd dat de Koning Zijn bevoegdheid ontleent aan onderdeel 1/ van het ontworpen artikel 36, § 2, en wordt in het ontworpen artikel 10, § 1, 1/, *in fine*, en 2/, *in fine*, niet verwezen naar artikel 36, § 2, 2/, van het voorontwerp.

2. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het beter zou zijn in het ontworpen artikel 36, § 4, eerste lid, *in fine*, de woorden "en waarvan blijkt dat zij zijn blootgesteld aan een risico voor witwassen van geld of financiering van terrorisme" te vervangen door de woorden "en waarvan de activiteiten gebruikt dreigen te worden voor het witwassen van geld of voor financiering van terrorisme".

Artikel 30 van het voorontwerp

1. In de inleidende zin is de aanduiding "§ 1" zinloos en moet ze vervallen.

2. Wanneer er sprake is van een "federale overheidsdienst waarbij de onderneming of persoon bedoeld in artikel 2, § 1, een erkenning of inschrijving heeft verkregen" moet de bepaling zo worden gesteld dat de Koning zelf gemachtigd wordt die aangelegenheden bij besluit te regelen.

Een soortgelijke opmerking geldt voor het ontworpen artikel 38, § 1 (artikel 32 van het voorontwerp).

3. Om toepassingsproblemen te voorkomen en nauwkeurig te bepalen wat de bevoegdheden van de Koning zijn wanneer de genoemde overheden nalaten het aan de Koning ter goedkeuring voorgelegde reglement uit te vaardigen, zoals bepaald in het eerste lid van die bepaling, is het geraden in paragraaf 1, tweede lid, te bepalen na welke termijn, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van deze bepaling, "de Koning [het bewuste] reglement zelf kan [uitvaardigen]".

Zo ook zou in de regeling, voor eventuele wijzigingen die men in die reglementen zou willen aanbrengen, een werkwijze moeten worden vastgelegd volgens welke dezelfde overheden, zodra de bevoegde minister daarom heeft verzocht, daartoe over een bepaalde termijn zouden beschikken, na het verstrijken waarvan alleen de Koning over de bevoegdheid vastgelegd in paragraaf 1, tweede lid, zou beschikken ⁽²²⁾.

4. In het ontworpen artikel 37, § 1, eerste lid, *in fine*, moeten de woorden "van deze wet" vervallen.

Artikel 32 van het voorontwerp

1. Krachtens het ontworpen artikel 38, § 1, tweede lid, mogen de overheden bedoeld in het eerste lid van dezelfde bepaling hun controle uitoefenen op grond van een afweging van risico's, zonder enig onderscheid naargelang de personen om wie het gaat. Artikel 37, lid 4, van richtlijn 2005/60/EG voorziet evenwel enkel in de mogelijkheid van zulk een controle op basis van de risicogevoeligheid "in het geval van de in artikel 2, lid 1, punt 3, onder a) tot en met e), genoemde natuurlijke en rechtspersonen".

Het ontworpen artikel 38, § 1, tweede lid, moet zo worden herzien dat artikel 37, lid 4, van die richtlijn correct wordt omgezet.

⁽²²⁾ Vergelijk met artikel 23 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Artikel 33 van het voorontwerp

Artikel 33 moet als volgt worden gesteld :

"Hoofdstuk V van dezelfde wet, dat hoofdstuk VI wordt, heeft als opschrift : "Sancties".

Artikel 34 van het voorontwerp

1. Door te verwijzen naar artikel 38 heeft het eerste lid van het ontworpen artikel 39 tot gevolg dat de federale overheidsdienst waarbij een onderneming of een persoon erkend of geregistreerd zou worden, gemachtigd is ten aanzien van die onderneming of persoon maatregelen als bedoeld in artikel 39 te nemen, inzonderheid die waarbij een administratieve geldboete wordt opgelegd.

Zulk een bevoegdheid moet, zoals geschiedt in het nieuwe derde lid van hetzelfde artikel 39, rechtstreeks aan de minister worden toegekend.

2. In onderdeel 1/ schrijve men "van de artikelen 7 tot 20, 23 tot 30 en 33 van de wet van 11 januari 1993, van Verordening (EG) nr. 1781/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 15 november 2006 betreffende bij geldovermakingen te voegen informatie over de betaler, of van de uitvoeringsbesluiten ervan" in plaats van "van de bepalingen van de artikelen 7 tot 20, 23 tot 30 en 33 van de wet van 11 januari 1993, van de bepalingen van de Verordening (EG) nr. 1781/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 15 november 2006 betreffende bij geldovermakingen te voegen informatie over de betaler, of van de uitvoeringsbesluiten ervan".

Artikel 42 van het voorontwerp

Overeenkomstig hetgeen wetgevingstechnisch gebruikelijk is moet elk van de bepalingen van het Wetboek van de vennootschappen die door elk van de paragrafen van artikel 42 worden gewijzigd, in een afzonderlijk artikel van het voorontwerp worden opgenomen ⁽²³⁾.

Slotopmerkingen

1. Het voorontwerp moet voorzien worden van een indieningsbesluit.

2. Overeenkomstig de Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten ⁽²⁴⁾ moet het indieningsbesluit ondertekend worden door de Staatssecretaris voor de Coördinatie van de fraudebestrijding toegevoegd aan de Minister van Justitie, die overigens de adviesaanvraag gericht aan de Raad van State heeft ondertekend.

⁽²³⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, aanbeveling nr. 118, www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl (22/12/2008).

⁽²⁴⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, aanbeveling nr. 176, www.raadvst-consetat.be/?page=technique_legislative&lang=nl (22/12/2008).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	staatsraad, voorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
	H. BOSLY,	assessoren van de afdeling wetgeving,
	G. KEUTGEN,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

P. LIÉNARDY